

(Suite de la première partie/ COMTE RENDU MCIS)



Ces **axes et considérations générales** peuvent être ainsi retenus :

- Un changement global de la situation internationale et une désintégration progressive de l'ordre mondial.
- Une crise aigüe du système de confiance et une politique de confrontations, comportant une augmentation des tensions régionales et globales.
- Une compartimentation de la sécurité globale qui doit être considérée comme unique et indivisible.
- L'appel au dialogue respectant le principe de la non-intervention.
- La revendication de chaque peuple à l'auto-détermination et à la souveraineté politique.
- L'opposition aux forces extrémistes inter-ethniques et inter-religieuses.

Une **série de constats** ont été dressés et partagés :

- Le non-respect de la Charte des Nations Unies et les périls qui découlent de nouvelles catégories d'armement.
- Un accroissement des capacités militaires conventionnelles et du potentiel nucléaire de l'Alliance Atlantique.
- Une menace à la sécurité globale par la mise en place du Bouclier Anti-Missiles (BAM) contre la menace supposée de l'Iran qui perd sa raison d'être suite à l'accord sur le nucléaire iranien.
- Une augmentation des activités du bloc de l'OTAN et des pays du Nord de l'Europe quatre fois supérieures à la moyenne antérieure.
- Un changement de la composition des forces contre l'adversaire conventionnel et le caractère offensif des forces de réaction rapides.
- Une propagation de la menace terroriste, supposant l'augmentation du principe de coopération internationale dans la lutte contre l'extrémisme et le radicalisme religieux.

- La dénonciation de la guerre indirecte menée par les États-Unis à travers la cyberwar, le réseau de think tanks et le complexe des médias occidentaux.
- La mention que les dommages apportés à la sécurité et à la stabilité internationale ne seront pas éliminés rapidement.

Au niveau des issues, les **recommandations** suivantes :

- L'exigence d'une coopération multilatérale invoquée par tous les représentants dans le but d'empêcher la propagation de l'arme nucléaire aux mains du terrorisme international.
- Le barrage à l'extension de la politique de tensions par la création éventuelle de situations de « révolutions de couleurs » en Asie Centrale.
- Des contre-mesures concernant l'identification des menaces aux diverses échelles, nationales, internationales, régionales et globales.

A propos de la crise ukrainienne sont à souligner les observations de l'ancien Ministre français Chevènement selon lequel cette crise aurait pu être évitée et qu'elle comporte une responsabilité partagée. Cette crise a eu pour origines l'absence d'une architecture de sécurité européenne partagée, elle comporte une mise en garde concernant l'incorporation de l'Ukraine dans l'OTAN et trouve son issue dans le respect des Accords de Minsk II de la part de tous les États qui les ont approuvés.

Une **conclusion provisoire** peut être tirée de cette conférence par la distinction sur la nature des conflits et de la menace entre les préoccupations étatiques, visant la rivalité de puissance et la quête de supériorité et d'hégémonie, qui concerne les États de l'hémisphère Nord et, dans son ensemble, le système multipolaire fondé sur la symétrie de puissance.

D'autre part, sur le phénomène du terrorisme et du radicalisme islamique, dont la diffusion et l'interactivité concernent les États faillis ou les États instables du Proche et Moyen Orient ainsi que de l'Afrique et de l'hémisphère Sud. Un phénomène basé sur l'asymétrie des forces, des combats et de conduites conflictuelles. Les mesures à prendre contre ce deuxième aspect, l'islamisme militant, qui détruit le tissu de la cohésion des sociétés et qui demeure un facteur de déstabilisation mondiale, relèvent d'une responsabilité partagée de la Communauté internationale.

Une remarque éclairante, compte tenu des propos et des interventions générales de l'ensemble du colloque, est la mention d'une **absence totale de l'Europe**, de son rôle, de ses représentants et de ses politiques dans les exposés présentés, hormis les interventions de l'Ancien Ministre français Chevènement et du Président de l'Institut Européen des Relations Internationales I. Seminatore (**dont texte simplifié** se trouve ci-après).

Quelques noms des personnalités intervenues :

- Nikolay **PATRUSHEV** : Secrétaire du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie
- Sergey **SHOYGU** : Ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Général d'armée
- Sergey **LAVROV** : Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie
- Valery **GERASIMOV** : Chef des États-majors généraux des armées russes, 1er Adjoint du Ministre de la Défense de la Fédération russe, Général d'armée
- Ambassadeur Michael **MØLLER** : Directeur Général de l'office des Nations Unies à Genève
- Ambassadeur Marcel **PESCO** : Directeur de l'office de l'OSCE, Secrétaire Général

- CHANG WANQUAN : Ministre de la Défense de la République Populaire de Chine, Général
- Panos KAMMENOS : Ministre de la Défense Nationale de la République Hellénique
- Hossein DEGHAN : Ministre de la Défense et des Forces Armées logistiques de la République islamique d'Iran, Brigadier Général
- Khawaja Muhammad ASIF : Ministre de la Défense de la République islamique du Pakistan
- Andrey RAVKOV : Ministre de la Défense de la République de Biélorussie, Major Général
- Nosiviwe Noluthando MAPISA-NQAKULA : Ministre de la Défense et des Vétérans Militaires de la République d'Afrique du Sud
- Ryamizard RYACUDU : Ministre de la Défense de la République d'Indonésie
- Bratislav GAŠIĆ : Ministre de la Défense de la République de Serbie
- Tserendash TSOLMON : Ministre de la Défense de Mongolie
- HYON YONG CHOL : Ministre des Forces Armées de la République démocratique populaire de Corée, Général
- Voltaire GAZMIN : Secrétaire de la Défense Nationale de la République des Philippines
- Rao Inderjit SINGH : Ministre d'Etat de la Défense de la République de l'Inde
- Ambassadeur Anatoly ANTONOV : Ministre-adjoint à la Défense de la Fédération de Russie
- Igor SERGUN : Chef de la Direction Centrale de l'État-major général des armées russes, Colonel-Général
- Ambassadeur Zamir KABULOV : Représentant Spécial du Président de la Fédération de Russie en Afghanistan
- Walid SALMAN : Chef d'État-major de l'armée du Liban, Major-Général
- Amos GILEAD : Chef de la Direction de la Police militaire et de la sécurité du Ministère de la Défense d'Israël, Major-Général
- Mohamed Said ELASSAR : Ministre-adjoint de la Défense pour l'Armement et les Affaires extérieures de la République arabe d'Égypte, Major-Général
- Mohammed Hanif ATMAR : Conseiller à la Sécurité Nationale au Président de l'Afghanistan
- Richard William WEITZ : Directeur de l'Institut Hudson (USA)
- Aleksey ARBATOV : Chef du Centre pour la Sécurité Internationale (IMEMO, Académie des Sciences russes)
- Andrey KARTAPOLOV : Chef de la Direction Centrale des Opérations des États-majors Généraux des Forces Armées de la Fédération de Russie, Lieutenant-Général
- Jean-Pierre CHEVÈNEMENT : Représentant Spécial du Ministre français des Affaires étrangères
- Vo Van TUAN : Chef de l'État-major adjoint des armées populaires du Vietnam, Lieutenant-Général
- Alcibiades Perez RIVERO : Chef de la Direction du Renseignement de la République de Cuba , Brigadier-Général

- Ambassadeur Andrey **KELIN** : Représentant Permanent de la Fédération de Russie auprès de l'OSCE
- **YAO YUNZHU** : Directrice du Centre sur les relations sino-américaines de Défense, Major-Général



CENTRE YURI GAGARIN DE RECHERCHE ET D'ENTRAÎNEMENT DES COSMONAUTES

La conférence a comporté une journée, le 17 Avril, consacrée à un programme de visites au « Centre Yuri Gagarin de Recherche et d'Entraînement des cosmonautes » près de Moscou.



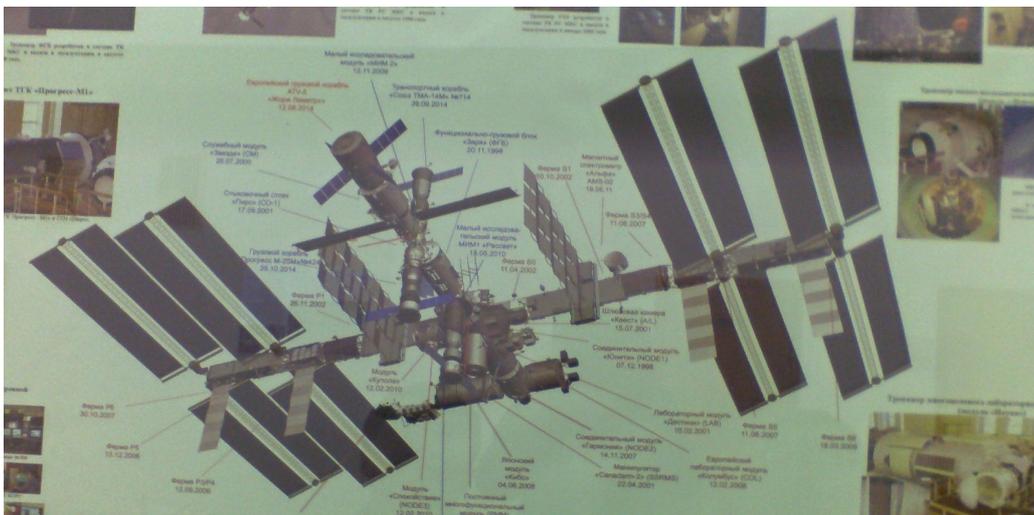


TABLE DES MATIÈRES

1. LA POLITIQUE DE LA BALANCE

Europe, États-Unis et Russie

2. INGÉRENCE ET STRATÉGIE D'INFLUENCE EN EUROPE

ACTION INDIRECTE, INTRUSION ET SUBVERSION

L'approche néolibérale et la valorisation de la "société civile"

3. D'UN SYSTÈME À L'AUTRE

3.1. De la bipolarité à la multipolarité et de la multipolarité au bipolarisme émergent

3.2. Conjoncture et principes

De la stabilité à la sécurité ou de la parité stratégique à la déstabilisation

3.3. De la symétrie aux conflits asymétriques

4. EUROPE-RUSSIE

RAPPROCHEMENT OU CONFLIT ?

1. LA POLITIQUE DE LA BALANCE

Europe, États-Unis et Russie

Dans un système international multipolaire, la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance politique des acteurs repose sur l'équilibre de forces et, pour l'Europe, sur le principe du Balancier entre les États-Unis et la Russie ; en aucune manière sur l'absorption de l'Europe dans un des deux pôles qui puisse détenir le choix entre la paix et la guerre, la liberté surveillée ou la subordination politique.

Nous souhaitons de surcroît le rapprochement de l'Europe et de la Russie et que **la politique de la balance** devienne la référence - clé de la politique étrangère de l'Union Européenne dans le monde. C'est la condition même de sa survie. Il s'agit là du principe de base d'une politique dissuasive, qui, à l'échelle planétaire, évite le risque à long terme d'une confrontation entre la coalition asiatico - atlantiste de l'Occident (USA-Corée du Sud-Japon-Australie), et l'Empire du Milieu, les implications belliqueuses des coordinations trilatérales (USA-Japon-Corée du Sud), ou multilatérales (USA-ASEAN), ou encore la subordination complète des États européens à l'Amérique (unipolarisme de retour).

A travers la crise ukrainienne, les États-Unis, par le biais de l'OTAN, ont visé l'affaiblissement conjoint de l'Europe et de la Russie, en se servant d'une double stratégie, de conflit et des sanctions économiques. L'Amérique a ainsi remplacé l'absence d'unité et de volonté européennes, par une politique de "containement", voire de "roll back" et a mis en avant son intérêt stratégique pour le contrôle des Balkans occidentaux et orientaux, des Dardanelles, de la Mer Noire et du Proche Orient.

2. INGÉRENCE ET STRATÉGIE D'INFLUENCE EN EUROPE (ACTION INDIRECTE, INTRUSION ET SUBVERSION)

L'approche néolibérale et la valorisation de la "société civile"

La valorisation de la "société civile", dans les pays de l'Est et du Sud-Est européen, suivant l'approche néolibérale des relations internationales, a servi à favoriser une **stratégie d'influence** de type **offensif** de la part de la puissance hégémonique. Cette stratégie a joué sur l'effacement de la distinction entre politique intérieure et politique étrangère dans le but d'affaiblir l'acteur rival ex-soviétique.

Exploitant l'opposition latente entre la « société civile » et l'État, cette approche s'est prévaluée des trois formes de la rivalité, **la persuasion** (ou l'influence), **l'intrusion** et **la subversion** (ou l'action indirecte). Elle a poussé à l'élaboration de politiques d'antagonisme idéologique et moral, par rapport au gouvernement russe élu, « légal et légitime ». Elle a soutenu la montée des oppositions intérieures, visant le renversement de l'ordre politique en place. A l'action indirecte et à l'usage déstabilisant de la « société civile », contribuent les moyens d'influence transnationaux, comme les Think - Tanks, les sociétés d'idées ou de pensées, les ONG, les médias, les mouvements humanitaires et les revendications minoritaires. Cette utilisation du « *Soft Power* » opère au nom de l'expression démocratique ou des droits de l'homme. L'objectif de ce « **pouvoir d'ingérence** » est la **subversion**, comme exercice d'une action indirecte, fondée sur la doctrine de la dissidence, de l'idée transnationale, du modèle de société ou des régimes politiques étrangers hostiles.

3. D'UN SYSTÈME À L'AUTRE

3.1. De la bipolarité à la multipolarité et de la multipolarité au bipolarisme émergent

Au niveau du système international, et en moins de trente ans (1991/2015), nous assistons à deux processus contradictoires et paradoxaux:

- Le passage d'un système bipolaire USA/URSS, à l'axe de gravité euro-atlantique, à un système multipolaire (USA, Europe, Russie, Japon, Chine, Inde), à l'axe de gravité Asie-Pacifique.
- Simultanément et lentement, au regroupement du système pluripolaire autour d'un bipolarisme émergent (USA/Chine/G2) préfigurant une sorte de bi-multipolarité globale à l'échelle planétaire.

3.2. Conjoncture et principes

De la stabilité à la sécurité ou de la parité stratégique à la déstabilisation

D'un point de vue géopolitique, l'**effacement de la notion de stabilité** qui a caractérisé la parité stratégique et le « *statu quo* » de la guerre froide, fait place à une **déstabilisation générale**, élargissant les rivalités et les situations de tension et de crise.

Un nouveau regroupement des alliances et une « autre » distribution de la puissance comportent le déplacement du centre de gravité de la planète, du « *Heartland* » (Asie centrale) au « *Heartsea* » (Océan Indien) impliquant un accroissement du rôle de la puissance maritime.

Du point de vue stratégique, l'importance de la stabilité, au lieu de la **sécurité**, vise à éviter que cette dernière ne soit appuyée sur le seul équilibre de puissance et qu'elle ne soit de ce fait indéfiniment remise en question.

En effet, selon la tendance historique de l'équilibre, la conception de la sécurité glisserait vers une course aux armements, déstabilisante et dangereuse, car les États poursuivent la maximisation de la puissance. Ainsi la recherche de la **stabilité**, dont les composantes principales sont la modération du comportement, la confiance mutuelle et la symétrie de puissance, s'étend aujourd'hui à des

domaines non militaires, psycho - politiques et civils.

3.3. De la symétrie aux conflits asymétriques

D'autre part, la relation d'asymétrie qui s'est instaurée dans cette période, entre unités politiques de type étatique et forces irrégulières et extrémistes, met en cause la « **réciprocité du risque** » qui constitue le fondement de toute dissuasion, et justifie l'action terroriste.

Du fait de l'asymétrie, le principe du calcul rationnel est brisé, ouvrant sur une ère d'incertitudes, par la dérégulation de trois ordres internationaux qui coexistent aujourd'hui : l'Ordre de Westphalie (1698), l'Ordre de Yalta (1945) et l'Ordre de San Francisco (1947).

4. EUROPE-RUSSIE

Rapprochement ou conflit ?

En Ukraine, la rivalité entre les États-Unis et la Fédération de Russie, par personne interposée, est dissimulée derrière une forme asymétrique de conflit, qui oppose sur le terrain, des forces paramilitaires d'extrême droite à l'Ouest, aux forces civiles, aux actions rebelles et aux manœuvres militaires sur les arrières des combats (guerre hybride), au Donbass.

Puisque l'issue de cette guerre a, en soi, une limite, qui consiste à rester locale et donc à devenir un conflit gelé ou d'usure, à défaut de dériver vers une guerre générale, l'issue de ce conflit prend sa signification générale dans le cadre d'une diplomatie eurasiennne et planétaire et à partir d'un "Concerts des Nations" (partners/ competitors), que les États-Unis et la Chine et pas seulement la Russie et l'Europe auront décidé d'adopter, en Europe et en Extrême Orient.

Une raison de fond pour l'Union Européenne, de remodeler le Partenariat Oriental, à la lumière d'une politique réaliste, en assumant clairement le principe de l'antagonisme, de la rivalité et de l'influence, qui régit l'ordre des nations, en jetant les bases d'un terrain d'entente et d'un rapprochement à long terme entre la Russie et de l'Europe.

Bruxelles, le 15 Avril 2015

Version Anglaise

EUROPE-RUSSIA : RAPPROCHEMENT OR CONFLICT ?

Irnerio Seminatore

1. POLICY OF BALANCE

Europe, United States and Russia

In an international order based on a multipolar system, the preservation of sovereignty and national independence policy relies on the equilibrium of powers, and regarding Europe, on the principle of « Balancing » between the US and Russia avoiding integration of the European Union with one of

the two powers deciding between peace and war.

Moreover, we wish the rapprochement of Europe and Russia based on a policy of Balancing as a reference for European foreign affairs policy.

For the EU, it is a matter of survival in the international order as a basic principle for a dissuasion policy, avoiding long term risk of confrontation between an Asian-atlantist coalition (USA-South Korea-Japan-Australia), and the Middle Kingdom, the belligerent involvement of trilateral or multilateral coalitions (USA-Japan-South Korea),(USA-ASEAN), evading the complete subordination of European states to the United States of America (new unipolarism).

During the Ukrainian crisis, the United States, through NATO , aimed at weakening both Europe and Russia, pursuing a double face strategy on one side conflict and on the other side economic, financial and political sanctions. The United States in absence of unity and a will of the EU followed a containment policy, even roll back, against Russia and framed to attempt to control the western and eastern Balkans, the Dardanelles, the Black Sea and the Middle East.

2. INTERFERENCE AND STRATEGY OF INFLUENCE IN EUROPE

(indirect action, persuasion, intrusion and subversion)

The neoliberal theory and civil society promotion

The promotion of civil society in eastern and south-eastern European countries, according to neoliberal theory of the international relations, is encouraging an aggressive strategy of influence from the hegemonic power. This strategy aimed to weaken the ex Soviet rival, playing on the difference between Home Affairs and Foreign Affairs policy .

Taking advantage of the latent opposition between civil society and the state, this approach involves persuasion (influence), intrusion and subversion (indirect action). It was clearly a policy using the moral and ideological antagonism against the elected Russian government, « legal and legitimate ». It helped the arising of intern oppositions, aiming for a political overthrow.

Using the indirect action and the destabilizing use civil society through transnational influence, we can mentioned hereafter the Think tanks, the society of ideas and thoughts, NGO's, medias, humanitarian movments and the claims of the minority. The « Soft Power » was used in the name of democratic values and Human Rights. The goal of this « power of interference » is subversion, and issues of indirect action, based on the doctrine of dissidence, on the transnational idea, the model of society and hostile alien political regime.

3. FROM ONE SYSTEM TO ANOTHER

From bipolarity to multipolarity

From multipolarity towards a new emerging bipolarism

Looking at the international system, and in less than 30 years (1991/2015), we see a serie of contradictory processes:

- the transition from a bipolar system (USA/URSS in parallel to the Euroatlantic axis) to a multipolar system (USA, EUROPE, RUSSIA, JAPAN, CHINA, INDIA) with a pivot in the Asia-Pacific area.
- At the same time, but slowly, we see a transformation of the pluripolar system in a new bipolarity (USA/CHINA). This is shaping a new global bimultipolarity.

3.2. Context and principles

From stability to security or from strategic parity to destabilization

From a geopolitical point of view, the **disappearance of the notion of stability** which characterized the status quo and the strategic parity of the cold war, is replaced by a **general destabilization** thriving rivalries and tensed situations.

A new group of alliances and another distribution of power mean a transfer of the world's gravity center, from the “Heartland” (Eurasia) to the “Heartsea” (around the Indian Ocean) which implies an increase of the maritime power.

From a strategic perspective, the importance of stability, instead of **security**, aims to avoid that the latter should only be supported by the balance of power, and therefore questioned.

In fact, given the historic trend of the balance, the security conception would move towards a destabilizing and dangerous armament competition, because the States are always looking for the maximization of their power.

Thus, the quest for stability, is based on refraining of behavior, mutual trust and the balance of power, is spreading nowadays to non-military, civilian and psycho-political fields.

3.3 From symmetric to asymmetric warfare

The asymmetric relation that settled down during that period between legitimate and legal governments and extremists powers, is questioning the “**risk reciprocity**” which is the basis of every dissuasion on the one hand, and justification of the terrorist action on the other hand.

Considering this asymmetry, the principle of the rational calculation is broken, opening an era of uncertainty, following the deregulation of the three international orders that still coexist today: the Westphalian order (1698), Yalta's order (1945) and San Francisco's order (1947).

4. EUROPE-RUSSIA

Rapprochement or conflict ?

In Ukraine, the rivalry between the United States and the Russian Federation, through interposed person, is dissimulated behind an asymmetric conflict opposing on the ground, far right paramilitary forces in the West, to civilian forces, rebels and military manoeuvres behind the lines (hybrid war), in the Donbass.

For the outcome of the war should remain local and then doomed to become a frozen and a weakening conflict instead of a general war. The outcome of this conflict finds its significant meaning in the framework of an Eurasian and global diplomacy and based on “the Concert of Nations” (partners/ competitors), that the United States, China and not only Russia and Europe will have decided to adopt, in Europe and the Far East.

One of the main reasons for the European Union for restructuring the Eastern Partnership, from a realist policy and taking into account the principle of antagonism, from rivalry to influence, which rules the order of nations, will constitute the basis of a common ground and a rapprochement in the long run between Russia and Europe.

Brussels, 15 April 2015